

Communiqué de presse

Évry, le 28 janvier 2010

Après la stratégie d'asphyxie financière des collectivités locales, l'UMP organise la stratégie du bâillonnement

Hier, le Secrétaire général de l'UMP a accusé les collectivités socialistes et leurs élus d'orchestrer une campagne de désinformation sur la réforme territoriale.

En affirmant que "l'argent des Français ne doit pas servir à mentir aux Français", Xavier Bertrand a volontairement omis de rappeler que l'offensive mensongère a été lancée par l'UMP elle-même.

En effet, dire que les collectivités locales sont très endettées, c'est oublier un peu vite que la dette des dites collectivités représente 5,5% du PIB quand celle de l'État en représente 49,1.

Dire que les transferts de compétences de l'État vers les collectivités locales sont compensés à l'euro près, c'est fermer les yeux sur la stratégie d'asphyxie financière orchestrée par l'État. Faut-il le rappeler, en 2008, au seul titre du RMI, 550 M€ n'ont pas été compensés aux Départements par l'État.

Face à ces mensonges répétés, les collectivités locales ont donc organisé des campagnes d'information car aujourd'hui, être libre, c'est être informé. Oui les collectivités se doivent de rétablir la vérité et d'expliquer à leurs administrés les dangers de la réforme territoriale imposée par le Gouvernement.

Comme le souligne Michel Berson, Président du Conseil général de l'Essonne, "*nous avons l'obligation de réagir et d'informer les citoyens sur les projets du Gouvernement qui remettent en cause le service public local, pilier du pacte social et républicain qui rassemble les Français*".

Et Michel Berson de s'interroger : "aujourd'hui, parce que les collectivités locales sont entrées -à juste titre- en résistance, l'UMP voudrait engager une stratégie de bâillonnement des collectivités ?"

Le Président du Conseil général de l'Essonne rappelle que le principe de la libre administration des collectivités, inscrite dans la Constitution, c'est aussi la possibilité pour les collectivités de s'exprimer, et prévient : "**nous sommes déterminés à nous battre pour ne pas devenir de simples agences sociales aux ordres de l'État**".

Contact : Mélanie DUCLOS
Téléphone : 01 60 91 91 20
Portable : 06 83 98 26 65
Télécopie : 01 60 91 91 24
E-mail : mduclos@cg91.fr

